



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 31 JANVIER 2024

Les partis cantonaux UDC de Suisse romande se rallient aux revendications paysannes exprimées en Suisse et dans plusieurs pays européens

Depuis plusieurs semaines, des manifestations paysannes se produisent et se répètent dans plusieurs pays européens. Les agriculteurs participants dénoncent les conditions de travail invivables qu'ils subissent, notamment en raison des politiques de l'Union européenne.

En Suisse aussi, le monde agricole fait face à des conditions de travail de moins en moins attractives et même si la situation suisse n'est pas comparable à celle de nos voisins, la direction prise est la même. Aux yeux de l'UDC, il faut prévenir plutôt que guérir et ainsi agir en temps et en lieu afin d'éviter que la situation devienne aussi invivable que chez nos voisins.

En particulier, les partis cantonaux UDC de Suisse romande, expriment les attentes suivantes :

- Le Conseil fédéral est prié de revoir sa politique agricole, notamment en renonçant à imposer de nouvelles compensations écologiques et de nouvelles directives bureaucratiques. Les agriculteurs suisses doivent pouvoir travailler et produire des denrées alimentaires en qualité et en quantité suffisante. Face aux incertitudes géopolitiques actuelles, le renforcement autant que possible de notre souveraineté alimentaire est nécessaire.
- Le Conseil fédéral et le Parlement sont priés d'imposer aux acteurs de la grande distribution le prix d'achat aux producteurs des matières premières sur leur étiquetage. Les consommateurs et citoyens ont le droit de savoir que leur kilogramme de veau, vendu à environ 80 francs le kilo a été acheté à moins de 15 francs le kilo.
- Le Conseil fédéral doit se montrer particulièrement prudent dans ses relations avec l'Union européenne, notamment en lien avec son mandat de négociation. Le spectre d'une reprise automatique du droit européen laisse craindre que les conditions inacceptables imposées aux agriculteurs européens soient bientôt la réalité aussi en Suisse.

L'UDC ne tolère aucune violence, ni aucun dérapage

Les manifestations en France et en Allemagne se concrétisent parfois par des actions qui ne font pas partie du champ politique, ni même de notre culture démocratique. A cet égard, l'UDC précise que si nous nous rallions aux revendications du monde agricole, nous ne tolérons aucun dérapage. En particulier, il n'existe aucune justification pour aucun acte de désobéissance civile.

En conclusion, les partis cantonaux UDC de Suisse romande invitent le Conseil fédéral et le Parlement à prendre la bonne mesure en matière de politique agricole et de souveraineté alimentaire, conformément à l'article 104a de la Constitution fédérale. Nos partis cantonaux encouragent également les gouvernements cantonaux respectifs à agir dans le même sens.

Contacts :

UDC Fribourg, Christophe Blaumann, président, 078 603 11 76
UDC Genève, Lionel Dugerdil, président, 079 642 56 32
UDC Jura, Alain Koller, président, 079 616 95 01
UDC Neuchâtel, Niels Rosselet-Christ, président, 078 847 23 90
UDC Vaud, Kevin Grangier, président, 079 432 37 64
UDC du Valais romand, Donald Moos, président, 079 342 76 75